



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Public Works and Government Services Canada
ATB Place North Tower
10025 Jasper Ave./10025 ave. Jasper
5th floor/5e étage
Edmonton
Alberta
T5J 1S6
Bid Fax: (780) 497-3510

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada
ATB Place North Tower
10025 Jasper Ave./10025 ave Jasper
5th floor/5e étage
Edmonton
Alberta
T5J 1S6

Title - Sujet Audit and Reconciliation Consulting	
Solicitation No. - N° de l'invitation EW479-172673/A	Amendment No. - N° modif. 002
Client Reference No. - N° de référence du client variousEW479-172673	Date 2017-07-04
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$EDM-305-11086	
File No. - N° de dossier EDM-6-39320 (308)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-07-11	Time Zone Fuseau horaire Mountain Daylight Saving Time MDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Dong (EDM), Michael	Buyer Id - Id de l'acheteur edm308
Telephone No. - N° de téléphone (587) 920-5948 ()	FAX No. - N° de FAX (780) 497-3510
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Modification no 002 à la demande de soumissions

La présente modification vise à :
- répondre à des questions;

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question 2 : Conformément à la section 1, page 7 de la Demande de propositions, l'État demande que les soumissionnaires abordent les sujets en reprenant l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. L'État fournit également à l'annexe A, Section 5, page 22 de la Demande de propositions, la portée des travaux organisés par activité. Est-ce que l'État accepterait une proposition structurée selon l'ordre de la portée des travaux figurant à l'annexe A, Section 5?

Réponse 2: Le format indiqué dans la section 1, page 7, est le format proposé. D'autres formats seraient acceptés. Par contre, le format proposé vise à assurer à l'équipe d'évaluation la capacité et la facilité d'effectuer l'examen.

Question 3: Annexe A, Section 12 (page 25) indique que le logiciel et les systèmes de l'entrepreneur doivent être compatibles avec ceux d'Enmax. Est-ce que l'État pourrait préciser avec quel logiciel et/ou avec quels systèmes nous devons interagir afin que nous puissions confirmer le respect de cette exigence?

Réponse 3: Le système Enmax est un système Web qui peut exporter des données dans Microsoft Excel.

Question 4: Est-ce que l'État s'attend à ce que les soumissionnaires confirment ou assurent que l'information fournie par Enmax à partir de ses compteurs, son portail Web ou dans ses rapports générés est exacte? Est-ce que l'État reçoit actuellement la confirmation d'une tierce partie (par ex. rapport sur les contrôles de l'organisation de services) que l'information générée par Enmax est exacte?

Réponse 4: L'État ne reçoit aucune confirmation d'une tierce partie. Les soumissionnaires devront veiller à ce que les données brutes correspondent aux données de facturation; toute tendance ou anomalie sera notée dans les rapports mensuels.

Question 5: Pour les rapports mensuels, annuels ou de rapprochement, il n'y a aucune norme identifiée comme devant être utilisée dans la production des rapports. Est-ce l'État peut confirmer que les soumissionnaires peuvent déterminer la norme appropriée à utiliser pour chaque aspect des rapports.

Réponse 5: En ce qui concerne les rapports mensuel et annuel soumis au Canada, les soumissionnaires doivent utiliser le format indiqué à la page 23. Le rapport de rapprochement doit être conforme à la norme industrielle pour le rapprochement.

Question 6: Est-ce que l'État accepterait une proposition comprenant un prix fixe garanti minimum par mois afin de réduire le coût supplémentaire par MWh; il vaut mieux aligner le prix avec l'effort requis pour effectuer le travail?

Réponse 6: Non.

Question 7: Est-ce que l'État peut fournir le contexte concernant l'usage proposé des projections requises à l'annexe A, Section 7.2.j (Page 24 de la Demande de propositions), pour une projection de prix REC d'un an.

- a. L'État a-t-il l'intention de s'y fier pour prendre ses décisions financières? Dans l'affirmative, à quel titre?

Réponse 7: Le Canada utilisera les prévisions relatives au prix de REC à titre informatif et pour les futures prises de décisions financières, par ex. achat de plus de REC.

Question 8: Section 6.7.3.1.1 (Page 18) sous-entend que les paiements progressifs jusqu'à 90 % du montant réclamé seront versés à l'entrepreneur mensuellement par le Canada; par contre, à l'annexe B, 1.0.3 du contrat entre le gouvernement et Enmax, il est stipulé que le paiement des honoraires sera effectué par le détaillant d'énergie électrique. Est-ce que l'État pourrait donner des précisions sur le processus de paiement des honoraires du vérificateur de la consommation d'énergie électrique?

Réponse 8: Le paiement du vérificateur est recueilli par le détaillant et ensuite, il est versé au vérificateur une fois qu'il est approuvé par Services publics et Approvisionnement Canada.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.